

Burundi : l'ONU laisse la porte ouverte au dialogue pour Michel Kafando

RFI, 03-08-2017 Un an après le vote de la résolution 2303 qui demandait le déploiement de 228 policiers au Burundi, les diplomates ont estimé que son mandat était toujours valable faute d'avoir pu envoyer un seul homme sur le terrain. A la place, l'ONU a marqué cette date anniversaire à travers une déclaration présidentielle rappelant Bujumbura à ses obligations et qui marque l'unité du Conseil de sécurité après des mois de divisions. Mais le ton de cette déclaration est étonnamment nuancé.

Albert Shingiro, l'ambassadeur burundais à l'ONU veut y voir la reconnaissance des développements positifs sur le terrain. Mais les diplomates, eux, assurent que le Burundi reste sous le radar du Conseil de sécurité qui s'inquiète dans cette déclaration de l'impasse politique qui affaiblit les accords d'Arusha et des multiples violations des droits de l'homme dans le pays. Cela n'a pas empêché les soutiens classiques de Bujumbura d'être à la manœuvre. Les Chinois qui ne voulaient aucune référence aux droits de l'homme ont obtenu que la Cour pénale internationale ne soit pas mentionnée tandis que les Egyptiens ont refusé d'y voir figurer les Imbonerakure, la ligue des jeunes du parti au pouvoir; responsable de violences. Au final, une déclaration plus consensuelle car largement discutée avec la représentation burundaise à l'ONU, mais qui vise surtout -selon une source diplomatique- à laisser le champ libre au nouvel envoyé spécial Michel Kafando, nommé en mai dernier. Ne surtout pas lui fermer de porte alors qu'il entretient des contacts rares avec la présidence. Et mettre la balle dans le camp de Bujumbura pour prouver sa bonne volonté à renouer le dialogue avec l'ONU. Avec notre correspondante à New York, Marie Bourreau

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});